



Collectif contre les fusions des hôpitaux du 04
et en Défense des Services Publics



Association "Collectif Pour une Réanimation à Manosque"

Siège: chez M^r Peilbarry Jean-François - 46 rue des Pibouls - 04500 Manosque

Courriel: cca.manosque@free.fr

Site Internet: <http://cca.manosque.free.fr>

Tel: 06.76.77.61.00 / 06.30.03.52.64

Communiqué de Presse – 6 avril 2020

Depuis plus de 40 ans, l'idéologie ultralibérale imposée par l'Union Européenne aux pouvoirs successifs a imposé le "tout marché" au détriment d'un Etat fort, stratège et planificateur et de notre Secteur Public, dont les Services Publics de "Protection Sociale", de "Santé et des Soins" et de l'Hôpital Public.

Depuis de nombreuses années nous ressentons les effets négatifs de ces politiques.

Et plus particulièrement ces 3 dernières semaines avec la catastrophe sanitaire liée au Covid-19 et une "macronie" qui tente de faire croire qu'elle met en place tout ce qu'il faut pour en réduire les effets, alors qu'elle n'a ni la volonté, ni la capacité d'infléchir la politique économique et industrielle qu'elle conduit, car totalement sous l'autorité du lobby financier (grand patronat et CAC-40, laboratoires, groupes pharmaceutiques, recherche sanitaire privée,).

Si l'on rajoute à cela un "Conseil Scientifique", devant conseiller l'exécutif dans ses prises de décision, qui avec la vision moyenâgeuse, dogmatique et méthodologiste de certains de ses membres et les menaces de conflits d'intérêt qui planent sur d'autres (parfois les mêmes) liés aux groupes pharmaceutiques et laboratoires, on se retrouve avec:

- des déclarations et des ordonnances erratiques, bricolées par l'attelage "macron-philippe-véran", dont les dernières sur le déconfinement et les masques, dangereuses et inquiétantes pour les Populations et qui sèment panique et incompréhension,
- plus de 8.000 victimes dont 2.200 dans les EHPAD et des dizaines de milliers de Citoyennes et Citoyens en danger.

Et comme le criaient les Personnels de la Santé Publique lors des Manifestations de 2019:
"Pendant qu'ils comptent les sous, nous on compte les morts"

Cette cacophonie gouvernementale empêchant que des décisions vitales pour les Populations ne soient prises:

- généralisation des tests à toute la Population (et pas qu'aux soignants et personnes très infectées dans les hôpitaux et les EHPAD) avec déploiement sur tout le territoire de "points tests" et résultats sous 24h,
- généralisation immédiate de la possibilité de prescription par tous les médecins (du généraliste au professeur hospitalier) pour les personnes présentant une infection au Covid-19 (et pas seulement aux patients en Réa et/ou en EHPAD) du protocole proposé par l'IHU de Marseille du Professeur Raoult (hydroxychloroquine - "Plaquenil" - et azithromycine) sous contrôle médical (notamment électrocardiogramme) et avec confinement de 6 jours. La "charge virale" disparaissant dans plus de 80% des cas au bout de ce délai,
- réquisition des groupes & entreprises privés (dont certains devront être nationalisés) et publics du secteur industriel et sanitaire pour la production prioritaire, massive et en continu: de masques respiratoires personnels et FFP2, de gel hydroalcoolique, de tests PCR et Sanguins Rapides, de Plaquenil (Sanofi) et d'azithromycine.

De même, nous sommes sidérés par l'attentisme des élus des Collectivités qui se contentent de reprendre les propos lénifiants de l'exécutif, du ministère de la santé, du préfet, de l'ARS ...et restent "l'arme au pied".

A situation exceptionnelle: mobilisation exceptionnelle.

Dans les AHP les élus doivent exiger que toutes les structures (privées ou publiques) sur leur territoire se mettent à disposition de l'Intérêt Collectif pour être immédiatement acteurs dans la stratégie déployée ci-dessus, avec par exemple et dans un premier temps exiger des labos et toutes les structures de santé, hôpitaux, EHPAD, Maisons de Retraites (dont les maires des Communes supports sont Présidents des Conseils de Surveillance), centres de santé, maison de santé, cabinet libéraux, cliniques privées, ... qu'ils mettent en place des lieux de dépistage (réalisation massive de tests) sécurisé avec résultats fournis dans les 24 heures et envoi immédiat de tous les contaminés vers les médecins (généralistes et hospitaliers) pour prescription prioritaire du protocole retenu par l'IHU de Marseille.

Enfin nous continuons à œuvrer pour que, dès le 1^{er} jour du déconfinement se construise un large mouvement populaire tant national que départemental associant tous les progressistes afin:

- que la "macronie" soit jugée pour trahison, mensonge d'état et mise en danger de populations,

- que nous engagions la reconstruction d'un Secteur Public (administrations, fonctions publiques, entreprises & groupes publics et/ou nationalisés) moderne (et pas ultralibéral) élargi et de proximité permettant de répondre à tous les besoins et exigences du Peuple et de la Nation,

Et surtout que nous empêchions un retour à la normale ultralibérale d'avant Covid-19, comme l'envisage la "macronie" au regard du Rapport de la Cour des Comptes du 26 mars dernier qu'elle lui a demandé.

En parallèle sur le 04 nous imposerons:

- l'arrêt de toutes les réformes, restructurations et fermetures de Services Publics (Santé, Education, Postes, SNCF & Transports, Impôts & Trésoreries, Energie (dont EDF et ses barrages hydrauliques), Pompiers, ONF, Police,)

- la construction d'un Service Public moderne et élargi avec un maillage territorial de grande proximité,

- la suppression du GHT-04 (Groupement Hospitalier de Territoire) qui permet à l'ARS grâce à la fusion de tous les établissements de santé d'en fermer un maximum et de transférer le reste au privé lucratif,

- l'ouverture d'un Service de Réanimation de 8 lits et de 4 lits de Soins Continus (comme l'exige la Circulaire DHOS/SDO n° 2003-413 du 27 août 2003), dans l'hôpital de Manosque en substitution des 8 lits de Réanimation (provisoires et hors normes) "bricolés" pour le Covid-19, avec maintien de celle de Digne. Ce qui stoppera la perte 20 vies par an et nous rapprochera des 16 lits nécessaires pour les Bas Alps (au lieu des 6 actuels),

- l'annulation de la fusion des hôpitaux de Banon, Forcalquier et Manosque et la confirmation de la vocation d'hôpitaux locaux aux établissements de Banon et Forcalquier,

- le maintien et le renforcement des EHPAD Publics, avec le personnel statutaire nécessaire, les locaux et équipements adaptés (notamment chambres individuelles) et les services nécessaires aux Populations (Soins, Rééducation, SSR, ...)

- la réouverture des Urgences de l'hôpital de Sisteron 24h/24 et 7j/7 et de tous les Services permettant d'en faire un réel hôpital et non pas un simple EHPAD,

- le maintien de la Maternité de Digne, alors que circule le bruit insistant de sa fermeture au prétexte de la lutte contre le Covid-19,

- la dotation en moyens humains statutaires, matériels et financiers des Services d'Urgence des hôpitaux de Manosque, Digne et Sisteron comme l'exigent depuis plus d'un an leurs Personnels,

Fin de Communiqué